

Cette gôche ose relayer le discours hostile à la France des pires dictatures islamistes !

Il serait dommage de passer à côté d'un symptôme particulièrement délirant de la « globalisation », de la « gouvernance mondiale » et de leur assise idéologique qu'est le « relativisme culturel ». Je veux parler de cette nouvelle auto-proclamée « haute autorité » supranationale intitulée « Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale » de l'ONU. Constitué de 18 supposés « experts », prétendument « indépendants, de haute moralité et impartialité » mais aussi représentants de 18 pays (notamment l'Algérie, la Turquie, le Pakistan, la Chine, la Roumanie, la Tanzanie, le Niger, le Burkina-Faso), ce comité s'est permis de demander des explications aux autorités françaises concernant leur annonce d'une nouvelle politique sécuritaire pour la France.

« Je ne sais pas ce que c'est qu'un Français d'origine étrangère (...) je me demande si cela est compatible avec la constitution » déclare l'« expert » turc, qui se mêle de notre politique intérieure et de notre constitution quand il ferait mieux de s'occuper de ce qu'il se passe dans son pays : retour en force des traditions archaïques, crimes « d'honneur » qui, au nom de la tradition, bénéficient de la bienveillance juridique, mariages forcés, discrimination ethno-religieuse (des Chrétiens, des Kurdes), maintien de l'occupation illégale de Chypre et dénégarion réaffirmée du génocide atroce commis au siècle dernier par les Turcs contre les Arméniens.

L'« expert » algérien s'indigne du « renvoi de Roms en Bulgarie et Roumanie » et du fait qu'ils « puissent être extradés comme s'ils n'appartenaient pas à l'UE ». Que ne s'occupe t-il de son pays où les rivalités et la corruption

politiques ont occasionné d'abominables massacres de civils pendant une décennie (de 1990 à 2000), où la résurgence du fondamentalisme accentue l'asservissement légal des femmes et les violences qui leur sont faites, où se perpétuent impunément les persécutions ethno-religieuses contre les Chrétiens et les Berbères...

Pas la peine de demander comment seraient traités, s'ils sévissaient en Algérie ou en Turquie, des voyous d'origine européenne, criminels et armés qui s'insurgeraient contre la culture locale et les mœurs musulmanes, la Loi et l'Etat, ou même des « gens du voyage », vivant pour bon nombre de rapines...

Il est scandaleux et ridicule que ces pays, qui se moquent de la démocratie et des droits de l'Homme (et de ceux de la femme plus encore...), s'érigent en donneurs de leçons.

« Nous n'avons aucune leçon à recevoir. (...) Je pense qu'il faudrait, lorsqu'on a une poutre dans l'œil, éviter de chercher la paille qui est dans l'œil du voisin, et c'est ce qu'ils ont fait à l'encontre de notre pays », dit Christian Vanneste qui se détache par son franc parler et son humour de la langue de bois des UMP serviles.

« Personne ne comprendrait qu'une personne naturalisée puisse se comporter comme un hors la loi en toute impunité; Il y a longtemps que cette mesure [la déchéance de nationalité prévue par l'article 25 du Code civil, NDLR] aurait dû être systématiquement appliquée. Elle est même le gage, par sa dissuasion, d'une condition essentielle de l'intégration et de l'assimilation, elle est le fondement même du « vouloir vivre ensemble », dit Jacques Myard, qui se distingue aussi à l'UMP par son exigence éthique, son bon sens et son indépendance.

Les officines raciales (dites indûment « anti-racistes »), qui brillent ni par le bon sens ni par l'humour, se sont distinguées pour l'occasion par une position grotesque et délirante : en accordant valeur de référence aux « experts » de l'ONU pour justifier leur rejet de la politique sécuritaire de Sarkozy ! « Nous sommes satisfaits que des experts internationaux partagent notre inquiétude », assure le plus

sérieusement du monde Malik Salemkour, président de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme). « C'est triste de voir la France épinglée et montrée du doigt de la sorte », déclare sans rire Alain Jacobowicz, président de la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme) !

La gôche (je désigne ainsi la gauche dévoyée, convertie au néolibéralisme) n'entend pas être en reste dans la bêtise et l'aveuglement. Loin de fustiger les bandes armées qui font la guerre à l'Etat de droit, qui attaquent les valeurs de la République, anéantissent le mode de vie et la sécurité des Français, qui les volent, les violent, les insultent et les menacent de mort, la gôche monte au créneau... pour inverser les rôles : stigmatiser les victimes, empêcher leur défense et défendre les voyous. « Par de telles déclarations c'est au principe républicain et aux valeurs démocratiques que Nicolas Sarkozy déclare la guerre », dit Ségolène Royal, qui considère l'intervention du chef de l'Etat comme « une nouvelle étape dangereuse et indigne, dans une surenchère populiste et xénophobe ».

« Nous ne laisserons pas stigmatiser les étrangers, pas plus que les Français issus de l'immigration ou les gens du voyage, comme l'ont fait honteusement le Président de la République et sa majorité », proteste Martine Aubry.